

louanges de la part de tous les étrangers qui ont été à même de les voir lors des revues passées dans la capitale.

Le *rural* est le véritable soldat mexicain, son costume typique, sa dextérité dans le maniement du cheval, sa prestance, font que son apparition est saluée par les applaudissements de tous, lorsque sa cravate rouge flottant au vent, il fait caracolier son fringant coursier.

Les forces rurales, placées sous les ordres d'un inspecteur général, sont divisées en neuf corps, et forment un effectif de 1,800 hommes avec 150 officiers.

Leur mission consiste à parcourir incessamment, soit deux à deux, soit par groupes de trois, soit par détachements, les chemins, les sentiers, les montagnes, les carrefours, les champs, les villages, faisant certifier la ponctualité de leur vigilance, conformément à l'un des articles du règlement de l'institution, par les autorités et, à leur défaut, par les propriétaires de fermes ou d'hôtelleries, ou même par des habitants notables,

Le banditisme a fini par disparaître complètement, grâce aux bons services que ces troupes ont rendu et continuent à rendre ; la préoccupation constante du gouvernement a été de faire de cette institution une véritable garantie pour les citoyens qui voient protéger d'une manière efficace leur vie et leurs intérêts.

III

Colonisation, industrie et commerce.

Il existe sur l'immense territoire de la République des quantités énormes de très vastes régions abandonnées, presque désertes et sans culture, qu'on a songé, avec raison, à peupler peu à peu en employant dans ce but un système de colonie composé soit d'individus et de familles de nations étrangères, soit de naturels du pays, soit, si l'opportunité de cette méthode apparaissait clairement, de colons de l'une et de l'autre catégorie.

Pour obtenir ce résultat, un grand nombre de lois ont été édictées depuis longtemps, entre autres celle promulguée l'année 1883 en vertu de laquelle — ce qui facilitait extraordinairement l'acquisition du terrain — on concédait à titre gratuit, jusqu'à cent hectares et à titre onéreux, mais à un prix très bas et avec de grandes facilités de paiement, une étendue plus considérable.

Pour réaliser cette bienfaisante pensée, comme aussi pour régler d'une manière définitive et permanente ce qui avait trait au cadastre, s'imposait la prompte et judicieuse solution d'un problème qui ne laissait pas que d'offrir des difficultés, difficultés qui n'ont pu être complètement surmontées à ce jour : nous voulons parler

du régime qu'avait alors et qu'à encore en partie la propriété foncière.

Cette propriété foncière était à cette époque une espèce de monopole sur de grandes étendues de terrain obtenues par donation gratuites faites presque exclusivement au temps de la conquête et de l'état colonial, soit pour récompenser les services rendus aux chefs des armées envahissantes, soit pour amener la reconnaissance de l'autorité de la métropole, soit enfin pour d'autres causes plus ou moins justifiées. Mais, comme cela s'est toujours produit dans les cas analogues et comme cela est arrivé en Castille et en Andalousie à l'époque des guerres contre les Arabes, ces donations, qui généralement n'étaient accompagnées d'aucune formalité, ni d'aucune délimitation de terrain, ni de mensuration topographique, amenèrent par la suite de grands empiètements et de scandaleuses usurpations de la part de propriétaires ainsi gratifiés, sur les terrains avoisinants. De cette façon, il était impossible de préciser quels terrains constituaient la propriété de l'État et, ce qui était pourtant bien nécessaire, de quelle étendue pouvait disposer le gouvernement. On en serait arrivé au point que l'État n'eût plus eu aucune propriété, tant est insatiable partout et en tous lieux l'avidité du possesseur de terre. Ce qui, en d'autres circonstances, sur un territoire bien peuplé et dont la possession est équitablement distribuée, ne serait pas un mal grave, aurait eu au Mexique les conséquences les plus funestes.

Ce conflit que l'on pressentait déjà, mais vaguement, surgit plus manifeste et plus évident, lorsque le gouvernement voulut imposer et mettre en pratique les dispo-

sitions colonisatrices auxquelles nous avons fait allusion plus haut. Pour aliéner, sous une forme ou sous une autre, les terrains où l'on voulait établir des colonies, il était indispensable de savoir ce que l'on possédait.

Pour y parvenir, le gouvernement, convaincu que l'initiative individuelle est toujours, quand elle se trouve stimulée par des bénéfices palpables, beaucoup plus efficace que l'action purement officielle, passa des contrats avec des compagnies particulières qui s'engageaient à mener à bonne fin la mensuration et la délimitation des terrains, sans autre débours pour le Trésor public que la cession à la Compagnie du tiers des terrains qu'elle avait à mesurer et à délimiter. Le résultat de ce système fut qu'à la fin de l'année 1885, il y avait déjà de disponible pour la colonisation projetée par l'État, *vingt millions* d'acres et, au 16 septembre 1890, cette étendue déjà considérable s'était augmentée jusqu'au chiffre de 11,452,000 hectares.

Outre les facilités déjà indiquées, accordées par le gouvernement pour l'acquisition des terrains destinés à l'établissement de colonies, les colons jouissent encore d'autres avantages très importants, savoir: exemption pour dix ans du service militaire et des contributions, excepté toutefois les charges municipales; franchise de droits fiscaux, tant en douane qu'à l'intérieur sur les vivres, les instruments aratoires, les outils de travail, les matériaux de construction, les animaux de trait ou de reproduction, enfin, exemption du droit d'exportation sur les produits de la colonie.

La loi autorise en même temps de faire des avances aux colons pour le transport des vivres, des instruments aratoires et des matériaux de construction.

Le mouvement colonisateur, commencé avant 1885, n'a fait qu'à aller en augmentant. De grandes étendues de terrains propres, comme c'était à prévoir, à toute espèce d'exploitation, sont passées dans le domaine privé pour être cultivées et mises en état de rapport pour le plus grand profit des classes industrielles et du commerce, par conséquent à l'avantage de toute la nation dont les progrès sont incessants, dont la population augmente de jour en jour, et dont la richesse, source de bien-être et origine de l'émancipation, est à même aujourd'hui de fournir un travail rémunérateur et favorable à toutes les initiatives.

Les excellentes réformes que nous venons d'énumérer produisirent bientôt des avantages sensibles pour l'industrie, pour le commerce, pour les arts, et en un mot pour toutes les manifestations de la puissante activité humaine.

Parmi les industries les plus florissantes au Mexique, dès l'antiquité la plus reculée, et aussi parmi celles qui aujourd'hui même vivent et prospèrent, la principale a toujours été l'industrie minière. La richesse du sous-sol se prête merveilleusement à son expansion dans toutes les parties de son territoire, richesse indubitablement unique au monde par l'abondance, la variété et la grande valeur de ses minerais.

Les indigènes, qui dans les temps anciens étaient incapables à s'emparer de cette richesse naturelle et à l'exploiter, ou qui ne disposant que de moyens rudimentaires et incomplets, pouvaient à peine utiliser les alluvions, ou pour mieux dire ce qu'ils rencontraient à fleur de terre et ce qu'ils pouvaient facilement extraire. Comme

à ces époques reculées, l'argent se rencontrait en moins grande quantité que l'or, et qu'en outre la défectuosité des instruments employés, le manque absolu de connaissances des minerais, joints à l'infime valeur que dans ce temps-là les Indiens accordaient aux métaux précieux, firent que cette industrie ne pût acquérir un grand développement.

En 1548, les Espagnols découvrirent les mines de San-Luis Potosi, et de Zacatecas, d'une richesse si surprenante, que leur renommée a traversé le monde, et qu'aujourd'hui même, plus de trois siècles écoulés depuis leur découverte, on dit encore en Espagne d'un objet auquel on veut attribuer une valeur incalculable : « Cela vaut le Potosi. »

Depuis la découverte des mines de Potosi, survint celles de Pachuca, Guanajuato et diverses autres dont l'énumération serait par trop longue.

L'importance de découvertes si fréquemment répétées attira naturellement l'attention du gouvernement de la métropole, qui s'empressa de donner un débouché plus considérable à une industrie qui promettait de telles ressources au Trésor public et qui offrait de si grandes attractions à l'initiative privée. Voulant se faire une auxiliaire de cette dernière, il s'appliqua à la stimuler en concédant à pleines mains les exemptions de charges, les grandes récompenses et les privilèges à ceux qui s'adonnaient à l'exploitation de cette source inépuisable de richesses. Il organisa enfin et établit sur des bases solides une législation essentiellement et foncièrement protectrice de cette industrie prospère. Grâce à ces mesures, l'industrie minière prit un essor rapide, acquit une grande prépondérance et arriva au summum

de son développement, pour l'époque, dans la seconde moitié du dix-huitième siècle.

La célèbre « *junte* » de l'industrie minière existait déjà et jouissait d'un grand prestige. Elle avait été établie plusieurs années auparavant et formée par les mineurs les plus notables qui assuraient de cette façon, avec une constante sollicitude, le développement et la défense de leurs intérêts communs, s'accordant toujours une mutuelle protection entre eux. De plus, cette *junte* jouissait de statuts et de privilèges qui augmentaient notablement l'estime et la considération dans lesquels elle était tenue par tous. Elle était autorisée, par exemple, à entretenir une « *banque* » ou établissement de crédit, destinée exclusivement aux opérations financières de la *junte*. Elle avait fondé, sous le patronage du gouvernement central toutefois, une Ecole des mines, où l'on formait de véritables ingénieurs, à la hauteur des découvertes accomplies à cette époque; elle avait, en outre, un tribunal spécial et exclusif pour résoudre les questions minières.

Pour ce qui est des produits de l'exploitation dans ces temps-là, il nous a paru intéressant de donner les renseignements suivants :

Jusqu'au commencement du présent siècle, il avait été extrait une moyenne annuelle, tant en or qu'en argent, de vingt-trois millions de douros, soit environ cent vingt-quatre millions de France. Avant l'année 1548, on estimait seulement à quinze cent mille douros (huit millions de francs environ) le bénéfice annuel qui provenait en grande partie de présents et de tributs.

Au début de ce siècle, le travail d'extraction de ces mines si riches s'était régularisé et se trouvait à la hau-

teur des connaissances scientifiques les plus récentes. Leur exploitation se faisait avec toutes les puissantes ressources dont disposaient les sociétés opulentes qui pouvaient compter non seulement sur leurs propres forces, mais aussi sur une protection officielle constante et efficace. Tout faisait espérer — et tout prouve que cet espoir était fondé — une augmentation considérable dans les bénéfices à obtenir; mais c'est alors que commença la lutte séparatiste, que se firent sentir les premières convulsions de la guerre, si bien qu'en un très petit nombre d'années on vit s'effondrer presque totalement l'œuvre de plusieurs siècles.

A quoi cela tient-il, que l'œuvre de destruction soit toujours plus rapide et plus efficace que l'œuvre de création et de perfectionnement! Les appareils détruits presque entièrement, les mines noyées en grande partie, les galeries rompues, les puits bouchés, l'exploitation scientifique de cette inappréciable richesse fut paralysée de toutes parts. Les mineurs commencèrent alors à employer des procédés coûteux et inusités, des systèmes de pure routine et des plus primitifs, à tel point que la production se trouva considérablement réduite de plus de 50 pour 100; c'est merveille qu'elle ne soit pas descendue davantage, par le fait de ces defectueux travaux que stimulait seule l'ardente passion du lucre.

Quand la guerre de l'Indépendance fut terminée et que le peuple mexicain eut recouvré sa liberté et son autonomie, les industries minières ne retrouvèrent point tout de suite la splendeur et la grandeur dont elles avaient joui peu d'années auparavant. Il était tout naturel qu'il en fut ainsi : le capital est craintif de sa nature,

il n'a pas l'habitude de se risquer dans des entreprises dont la sécurité n'offre pas une garantie absolue. Pour replacer l'industrie minière dans l'état où elle se trouvait avant la guerre, il aurait fallu de très grands déboursés, l'acquisition et la mise en place de nouvelles machines, la réalisation de grands travaux comme l'ouverture de puits, de galeries, etc., tout cela à un moment où l'on se rappelait encore la triste fin des entreprises antérieures.

D'autre part, avec l'indépendance conquise, le Mexique n'offrait, dans les premières années, ni la sécurité des personnes, ni la stabilité dans le gouvernement, ni la régularité dans l'administration. Les changements de gouvernement étaient trop fréquents, et l'existence de l'administration publique trop précaire ; tout cela apportait dans les diverses classes de la société et dans toutes les sphères industrielles, un trouble et un inquiétude parfaitement logiques et pleinement justifiés. A mesure que la tranquillité du pays allait s'affermissant, que l'administration publique commençait à suivre une marche normale, que le calme faisait sa réapparition et que la paix se retablissait, en même temps que toutes les autres industries qui sont aujourd'hui florissantes et prospères, celles-ci, la plus importante du pays, renaissait à son tour.

Il est clair que cette renaissance et cette nouvelle prospérité de l'industrie minière ont reçu une impulsion tout à fait décisive par le grand développement donné en ces dernières années aux moyens de communications, dont nous nous sommes déjà occupés, facilitèrent extraordinairement les transports, et eurent pour conséquence de rendre beaucoup plus aisé qu'aux époques

antérieures la mise en place de machines puissantes et l'expansion de toutes espèces de produits. Evidemment, il a fallu un temps moral suffisant pour faire pénétrer sur tous les points de la République les éléments et les ressources nécessaires à l'éclosion des germes de richesse ; mais la réussite, en cela comme en tout autre chose, est évidente, indiscutable, depuis plusieurs années déjà, comme le démontrent les renseignements suivants :

Pour l'année économique 1889-1890, l'accumulation du numéraire dans les différents établissements monétaires existant sur tout le territoire se montait à 24,706,250 douros (133,531,250 francs). De ces 24 millions et une fraction, il a été frappé : en or, 243,298 douros ; en cuivre, 134,632 douros : le reste en argent.

L'exportation des métaux dans le cours de cette même année donne sur un total de 29,906,400 douros (161,494,560 francs).

Comme document curieux, propre à donner une idée de ce que, à l'époque coloniale, produisaient les mines du Mexique, voici quelques renseignements de statistiques officielles qui vont jusqu'au 30 juin 1886. Nous devons prévenir que ces données ne comprennent que les métaux frappés dans les établissements monétaires du pays.

Dans le cours de toute la période coloniale, on a frappé 2,151,581,961 douros 81 (11,618,542,593 fr. 45) ; durant la première période de l'indépendance jusqu'au 30 juin 1876, il fut frappé 869,949,439 douros 84, et depuis cette date jusqu'au 30 juin 1886 : 250,921,268 douros 47 : quantités énormes qui forment un total de *trois mille deux cent soixante-douze millions de douros*, sans compter un appoint de *quatre cent cinquante-deux*